

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERSEN Établissement COSSON (ISDI)

9 avenue de Beaumontoir
95380 Louvres

Références : E/25-2837
Code AIOT : 0006518924

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 novembre 2025 dans l'établissement TERSEN Établissement COSSON (ISDI) implanté Lieu-dit « La Tuilerie Sud » 77124 Crégy-lès-Meaux. L'inspection a été annoncée le 9 octobre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERSEN Établissement COSSON (ISDI)
- Lieu-dit « La Tuilerie Sud » 77124 Crégy-lès-Meaux
- Code AIOT : 0006518924
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le 11 décembre 2012, la commune de Crégy-lès-Meaux a confié la création d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) à la société COSSON, au droit d'une ancienne exploitation

d'argile et de gypse à ciel ouvert exploitée entre 1960 et 1995.

Par la suite, cette ISDI, d'une surface totale de 4,43 ha et située au lieu-dit « La Tuilerie Sud », sur les parcelles 5, 6, 7, 379, 380, 381, 462, 464 et 468 de la section AD, ainsi que la parcelle 14 de la section ZC, du cadastre de la commune de Crégy-lès-Meaux, a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2014/DDT/SEPR/60 du 1^{er} avril 2014. À compter de cette date, l'exploitation par la société COSSON a été autorisée pour une durée de 4 ans et un volume maximal total de 600 000 tonnes, soit 300 000 m³.

Suite à l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015 du décret n° 2014-1501 du 12 décembre 2014 modifiant la nomenclature des installations classées, cette ISDI est entrée dans le régime des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement.

Au titre de l'article L. 513-1 du Code de l'environnement et du décret précité, cette ISDI, mise en service avant le 1^{er} janvier 2015, a pu continuer à fonctionner sur la base de son arrêté préfectoral d'autorisation, pris au titre de l'article L. 541-30-1 du Code de l'environnement, ainsi que sur la base des arrêtés ministériels suivants :

- arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n° 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par la suite, par arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/016 du 9 février 2016, la société COSSON a été autorisée à augmenter certains seuils d'acceptabilité (en sulfates et fraction soluble) des déchets inertes admis dans certaines zones de l'installation de stockage de déchets inertes de Crégy-lès-Meaux (à l'exception du Nord et du Sud de l'exploitation, où les sols ne présentent pas de teneurs importantes en sulfates et fraction soluble), en application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées.

L'arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/050 du 22 juin 2018 a ensuite autorisé :

- la prolongation de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes jusqu'au 31 décembre 2018,
- la modification de l'aménagement final de l'ISDI conformément à un nouveau plan de réaménagement.

Le 2 novembre 2018, l'exploitant a notifié la cessation définitive d'activité auprès de l'inspection des installations classées. Cette notification était accompagnée d'un mémoire de réhabilitation.

Le 1^{er} juin 2021, la société COSSON est devenue la société TERSEN Établissement COSSON.

Le 1^{er} décembre 2022, l'exploitant a transmis un dossier de porter-à-connaissance relatif à une modification de la végétalisation finale de l'ISDI. Dans sa demande, l'exploitant précise que les

travaux de plantations successifs réalisés entre 2019 et 2021, conformément au plan de végétalisation défini dans la demande initiale, n'avaient pas permis de reboiser le site avec succès, du fait notamment d'épisodes de sécheresses estivales récurrents.

Dans ce contexte, une modification de la végétalisation, consistant en une nouvelle répartition et une nouvelle palette de plantations à mettre en place, a été définie avec un paysagiste. Ces modifications n'entraînaient pas de changement de la durée d'exploitation, du périmètre de l'ISDI et de la capacité de stockage.

Dans son dossier de porter-à-connaissance, l'exploitant joignait un courrier en date du 3 novembre 2022 du maire (la commune étant également propriétaire des terrains d'emprise), donnant son accord sur les modifications envisagées par l'exploitant.

Enfin, par courrier du 20 mars 2023, l'exploitant a transmis un nouveau plan de modification du réaménagement final de l'ISDI, accompagné d'un accord du maire de la commune de Crégy-lès-Meaux.

Une inspection du site par l'inspection des installations classées a été réalisée le 8 septembre 2023, aux fins de :

- procéder au récolement de l'aménagement final avec le plan transmis le 20 mars 2023,
- acter la cessation définitive d'activité de l'ISDI.

Toutefois, cette inspection n'a pas permis de procéder audit récolement, certains éléments n'ayant pas été justifiés par l'exploitant (respect du volume maximal de stockage, disposition et épaisseur des couches de limons, dimensionnement des ouvrages hydrauliques).

Suite à la transmission des justificatifs demandés par la société TERSEN Établissement COSSON, le Préfet de Seine-et-Marne a pris acte des modifications apportées à la végétalisation du réaménagement final, par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025/DRIEAT/UD77/156 du 7 octobre 2025, modifiant l'arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/016 du 9 février 2016.

L'inspection du 17 novembre 2025 visait ainsi à procéder au récolement du réaménagement final, en vue d'acter la cessation définitive d'activité.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de la cessation d'activité	Code de l'environnement du 02/11/2018, article R. 512-46-25	Sans objet
2	Mise à l'arrêt définitif	Arrêté Préfectoral du 09/02/2016, article 7	Sans objet
3	Conformité au plan de réaménagement final	Arrêté Préfectoral du 07/10/2025, Annexe	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 17 novembre 2025 a permis de constater la conformité de l'ensemble du réaménagement final de l'installation de stockage de déchets inertes située au lieu-dit « La Tuilerie Sud » à Crégy-lès-Meaux, au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/016 du 9 février 2016, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2018/DRIEE/UD77/050 du 22 juin 2018 et

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de la cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/11/2018, article R. 512-46-25
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I. - Lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-46-26 et R. 512-46-27.
Constats : Le 2 novembre 2018, l'exploitant a notifié la cessation définitive d'activité auprès de l'inspection des installations classées. Cette notification, comportant l'ensemble des mesures prévues pour assurer la mise en sécurité du site, était par ailleurs accompagnée d'un mémoire de réhabilitation conforme aux dispositions des articles R. 512-46-25 et suivants du Code de l'environnement. Les éléments ultérieurement apportés par l'exploitant, les 1 ^{er} décembre 2022, 20 mars 2023 et 9 septembre 2024, attestent de la conformité du réaménagement final. La visite effectuée le 17 novembre 2025 a permis de constater la mise en sécurité du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à l'arrêt définitif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2016, article 7
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : En fin d'exploitation, une couche protectrice constituée de limons sur une épaisseur de 20 centimètres couvrira les zones appelées « phases de remblai terres sulfatées n° 1, 2 et 3 » figurant sur le plan annexé à l'arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/016 du 9 février 2016. Après la mise à l'arrêt définitif de l'installation de stockage de déchets inertes, le site est remis en état conformément au plan de réaménagement final annexé à l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/156 du 7 octobre 2025.
Constats : Les éléments transmis par l'exploitant les 1 ^{er} décembre 2022, 20 mars 2023 et 9 septembre 2024, attestent de la conformité de la remise en état au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/016 du 9 février 2016, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2018/DRIEE/UD77/050 du 22 juin 2018 et n° 2025/DRIEAT/UD77/156 du 7 octobre 2025. En particulier, les relevés topographiques transmis justifient de l'épaisseur minimale de 20 centimètres de la couche protectrice de limons recouvrant les zones de remblais par des terres sulfatées. Par ailleurs, les éléments transmis le 9 septembre 2024 justifient de l'adéquation du dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales sur le site (fossés et zones d'infiltration) et du respect des quantités admises sur le site pendant la période d'exploitation. Selon le relevé topographique réalisé après le réaménagement, la volumétrie des déchets inertes stockés sur le site représente 292 076 m ³ , soit un volume inférieur au volume maximal autorisé pour l'ISDI de 300 000 m ³ . Le volume de la couverture finale mise en place représente quant à lui 15 437 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité au plan de réaménagement final

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2025, Annexe

Thème(s) : Autre, Réaménagement final

Prescription contrôlée :

Plan de réaménagement final :



Constats :

Les constatations effectuées sur le site lors de la visite du 17 novembre 2025, ont permis d'attester de la conformité de l'aménagement final, au regard du plan de réaménagement prévu par l'arrêté préfectoral n° 2025/DRIAT/UD77/156 du 7 octobre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite